

Déclaration liminaire

CTL du 1^{er} juillet 2019 (2^{de} convocation)

Madame la Présidente,

Comme tous vos homologues, au feu vert du ministre Darmanin, vous avez communiqué la carte du nouveau réseau de proximité du département de la Haute-Marne à l'horizon 2022.

Depuis, de toutes parts, des réactions de colère, des états de sidération et des appels de détresse nous parviennent. Les collègues sont littéralement assommés par l'ampleur des dégâts, le réseau est anéanti.

Jamais on n'avait vu une réforme aussi brutale,
jamais un plan social de cette ampleur n'avait été décliné à la DGFIP
jamais on n'avait vu les agents et les cadres autant méprisés.

Bien entendu, vous jouez à la perfection le rôle écrit pour vous par le ministre dans son "Guide" : vous dites "concertation", vous insistez sur "projet", vous annoncez des "antennes" pour calmer le jeu, vous rendez compte.

Pour les élus FO DGFIP et Solidaires Finances Publiques, il n'existe pas de concertation digne de ce nom qui soit tenue dans la période estivale et il s'agit bel et bien d'un passage en force, montre en main, pendant les congés.

D'ailleurs votre dernière conférence de presse est éloquente, puisque qu'il écrit que «avec ou sans concertation, la réforme passera ».

Pour tenter d'anesthésier les agents et les élus, la direction générale ne veut pas nous laisser trop de temps pour réfléchir. Pour ce faire le kit de communication est réglé presque à la minute, et livré clé en main aux directeurs locaux.

Les élus commencent à comprendre que les annonces d'une multiplication de points de contact n'est qu'une « fumisterie » et les agents haut marnais ont d'ores et déjà manifestés samedi pour demander le retrait du plan « Darmanin ».

F.O.-DGFIP et Solidaires Finances Publiques revendiquent plus que jamais le retrait de ce plan Darmanin de destruction de la DGFIP ainsi que celui du projet de loi Fonction publique qui seul rend possible une telle liquidation !

Pour ces raisons, les élus F.O.-DGFIP et Solidaires Finances Publiques quittent la séance pour ne pas cautionner cette parodie de dialogue social.